

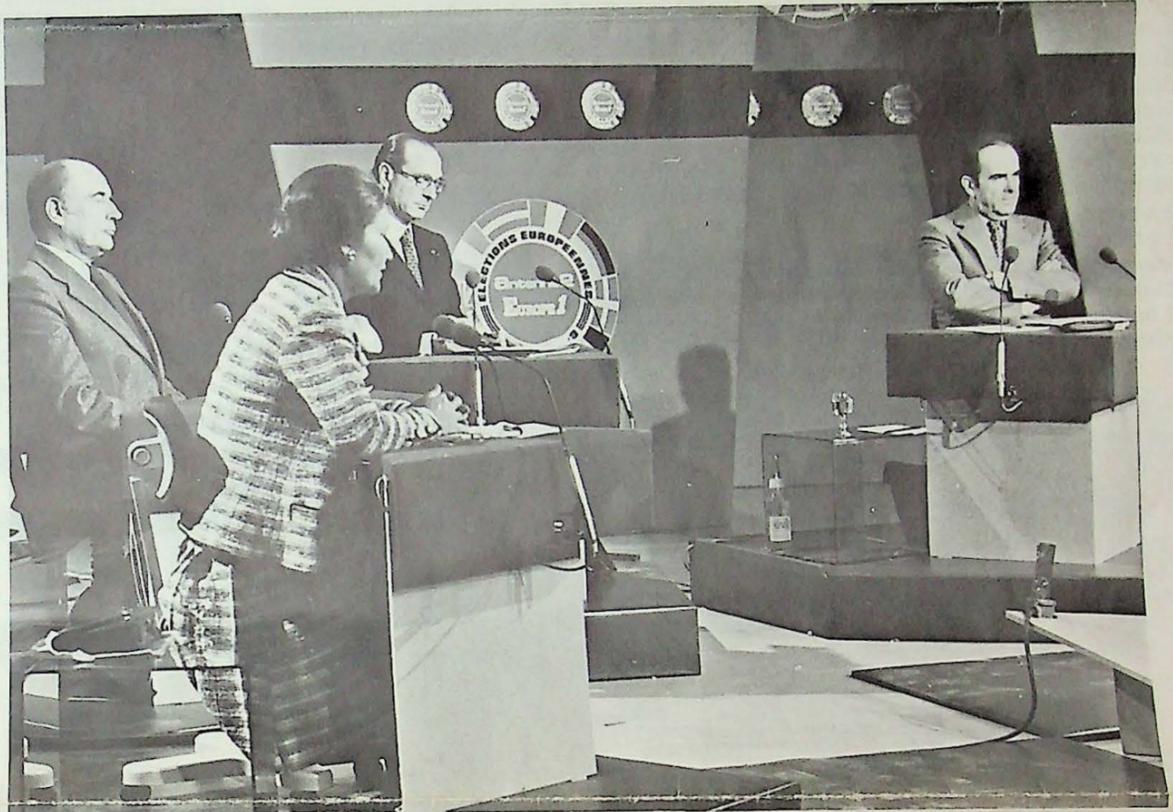
contre l'étouffement

par Huguette BOUCHARDEAU

Nous l'avons dit lors de notre dernière direction politique, le P.S.U. n'a de raisons d'exister aujourd'hui que s'il est capable de redonner un sens à la formule « d'unité populaire ». Car il ne s'agit pas, dans l'immédiat, de faire comme si l'unité des partis de gauche était possible et de se proclamer en faveur de cette unité. Il s'agit de reconstituer, à gauche, une force politique capable d'opposer des solutions à celles qui sont mises en œuvre aujourd'hui par le pouvoir.

En apprenant que 53 % de ses électeurs se sentaient prêts à composer avec l'U.D.F., François Mitterrand, interrogé sur l'existence ou non de différences entre son parti et celui de Giscard, a répondu qu'il était lui, socialiste, et non capitaliste, de gauche, et non de droite. On aurait aimé qu'il ne se contente pas de se réclamer d'étiquettes : elles ne suffisent pas forcément à faire la preuve. On aurait aimé que sur des points précis : le désengagement à l'égard du pacte atlantique, la soumission au diktat des multinationales, la force de frappe, le choix du tout nucléaire, il montre ce que pourraient être des solutions vraiment différentes de celles de la droite. C'est en ceci, je crois, que consiste le rôle du P.S.U. : proposer des alternatives au problème du chômage, de l'énergie, des transports, de la division des rôles entre hommes et femmes, etc...

Sans doute notre but n'est pas de proposer des solutions tous azimuts, toujours partielles, et de fournir quelques idées de plus à d'éventuels technocrates de gauche. Car aucune de ces solutions n'est indépendante d'un projet politique global. Et nous ne croyons pas, que si réalistes qu'elles soient, elles puissent être décidées par la droite au pouvoir. Non. Il s'agit plutôt de provoquer une reconstruction de l'unité populaire autour d'objectifs clairs. Ne pas aller criant « unité, unité » et applaudissant chaque fois qu'oubliant leurs querelles partis de gauche et syndicats décident entre eux une manifestation commune. Mais travailler à une tâche qui promet d'être longue : reconstruire l'union



Le débat Antenne II Europe 1 : « Faudra-t-il, pour parler politique en France, porter le label de l'un des quatre grands partis ? »

autour de luttes précises sans doute, mais lui donner sa solidité par des objectifs clairs qui pourraient être repris dans une perspective de prise de pouvoir. En somme, un projet de société au-delà d'un programme de gouvernement.

Et c'est ici qu'il faut reparler des minorités et des élections européennes. Car il y a deux raisons à notre acharnement à vouloir gagner dans cette affaire.

L'une qui est claire : il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, il ne suffit même pas de mener de bonnes luttes ; il faut encore pouvoir donner un débouché à ces idées et à ces luttes. Nous avons besoin de tribunes pour être entendus, de lieux d'intervention où nos propositions aient un écho. Il n'est que de rappeler ce qu'ont pu faire des élus autogestionnaires pour faire connaître, soutenir, amplifier des luttes pour l'emploi, pour les syndicats de soldats ou contre le nucléaire.

Mais c'est aussi pour une autre raison : la bataille pour le droit à l'expres-

sion des courants politiques n'est pas simplement la guerre des petits contre les gros. Nous sommes de plus en plus menacés, dans la vie politique française, de voir s'installer une situation que connaissent nombre de grands pays : conforter deux ou trois grandes formations, en condamnant à la marginalisation ou à la violence tout mouvement nouveau qui ne se contente pas des termes du débat admis par la « classe politique ». Faudra-t-il, pour parler politique en France, porter le label de l'un des quatre grands partis ? Et dans l'un de ces grands partis, encore, être admis par le clan du chef ?

Sur ces batailles nous avons marqué des victoires qu'il faudra consolider encore si nous voulons donner un sens à un projet autogestionnaire dont l'ennemi essentiel est, aujourd'hui comme toujours, le système capitaliste ; mais qui se doit de définir aussi une autre manière de faire la politique, en garantissant au maximum le droit à la différence et à la liberté d'expression. ■

PARODIE DE JUSTICE

Philippe Duval, 19 ans, étudiant en Sciences économiques à la Faculté de Nanterre, avait décidé, cet après-midi là, d'aller au cinéma, Bd des Capucines. Mal lui en a pris. C'était le 23 mars dernier, jour de la marche des sidérurgistes. A 17 h 15, la projection du film est interrompue : les gaz lacrymogènes pénètrent dans la salle. Evacuation. Les places sont remboursées. Il est 17 h 45. A 19 h 30 des policiers en civil arrêtent Philippe Duval. Garde à vue. Sévices. Humiliations. Violences. A l'audience du 2 avril, les policiers accusent : « c'est un meneur. Lui et ses acolytes

étaient surveillés depuis 2 heures. » A l'heure dite Philippe Duval était au cinéma. « Il a lancé de la main droite, un engin incendiaire sur la Banque Ottomane. » Philippe Duval est gaucher. La Banque Ottomane n'a fait l'objet d'aucune tentative d'incendie. Le Tribunal délibère 7 minutes : 3 ans de prison dont 15 mois avec sursis.

« L'idée selon laquelle les juges sont laxistes est une idée fautive » a déclaré Alain Peyrefitte, notre onctueux ministre de la Justice. En effet. Les juges ne sont jamais laxistes avec les étudiants et les ouvriers. Ils

ne sont pas là pour cela. L'histoire passée et récente en témoigne.

Les faits reprochés à Philippe Duval ne reposent sur rien ? Il est innocent ? Qu'importe : il faut des exemples. On en fera un coupable. Comme Gilles Desraisses, lycéen, comme Pierre Le Gall, agent hospitalier, comme Philippe Genet, chef de rang dans un restaurant, comme Joseph Wazin, tailleur de pierres, comme Mohamed Abdesalam ou Mohamed Metboul, qualifiés de « charognards » par l'avocat général.

Arrêtés fortuitement, pris en otage, condamnés pour l'exemple, Phi-

lippe Duval et ses camarades sont les victimes choisies au hasard d'une machination politique soigneusement préméditée. Les provocations du 23 mars, les simulacres de procès auxquels ils ont servi de prétexte, n'ont d'autre but que de préparer l'opinion à une répression accrue contre les travailleurs, et à une restriction sournoise des libertés démocratiques.

Il est grand temps d'organiser une riposte massive à ces projets qui viennent de loin.

Les condamnés du 23 mars doivent être libérés. Nous nous y emploierons. Léo GOLDBERG. ■

Européennes: un débat tronqué

Il est de fait que les grandes formations ne réussissent pas à animer la campagne des élections européennes. Un vide politique presque surprenant semble aujourd'hui ankyloser les ténors des grands débats télévisés.

Une idée pourtant commence à passer : celle du droit des courants « différents » à prendre la parole. Le P.S.U., à l'orée de la campagne électorale avait « tapé juste » en soulevant cette question. Depuis, à travers le débat politique, la proposition a cheminé, touchant des secteurs de plus en plus larges. C'est même là, pourrait-on dire, le seul fait nouveau de la campagne électorale. Le premier secrétaire du P.S. l'a, lui, bien compris qui a repris (à son profit évidemment) la balle au bond pour tenter de dynamiser sa campagne.

Si l'idée a fait son chemin, c'est que le scandale des conditions d'organisation du débat est patent. Mais le problème posé touche à bien autre chose, aujourd'hui fondamental dans l'évolution des sociétés occidentales et qui tient à la banalisation de la vie politique nécessaire à l'instauration du nouvel ordre intérieur. La dissidence trouble la société de sécurité

qui réagit en normalisant le droit à la parole. C'est bien pourquoi le problème posé dans la campagne n'est pas celui du temps de parole des « grands », mais du droit.

Cette action d'abord, jointe à l'annonce du dépôt d'une liste et à la proposition d'un regroupement afin de trouver la crédibilité électorale (la barre des 5 %) correspondait à une donnée qui venait à maturité dans le contexte électoral. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons commencé à voir s'ouvrir à nous certaines possibilités d'intervention dans les mass-média qui jusqu'ici nous étaient extrêmement fermés (même lors des législatives). Certes, comparé au maillage général, à l'omniprésence de la propagande officielle, notre temps de parole n'est rien. Mais quand la secrétaire du P.S.U. avait-elle pu ainsi parler sur TF 1, Antenne 2 (FR 3 à venir) et France-Inter ? Un peu lors du congrès de Saint-Etienne, mais il s'agissait alors plutôt de flashes. Evidemment l'équité électorale demanderait une toute autre répartition des temps d'antenne, notamment lors des grandes heures d'écoute. C'est d'ailleurs le sens d'une lettre collective envoyée par trois for-

mations (le P.S.U., Europe-écologie, Europe régions) au Président de la République, aux directeurs de chaînes et aux chefs de groupes parlementaires.

Notons au passage que les groupes qui ont choisi l'abstention ou le boycott ont été délibérément ignorés, écartés de toute possibilité d'exprimer, même brièvement, leur point de vue. Le droit de défendre l'abstention ou le boycott est encore à conquérir dans la loi, c'est évident, mais aussi dans les faits. Les journaux ont par exemple leurs rubriques pour les listes... et pratiquement rien d'autre (sauf les pavés payants, très onéreux... et fort peu efficaces).

Mais la proposition du P.S.U. portait aussi sur la constitution d'une liste de regroupement. Sur ce plan aussi l'écho de la proposition a été assez important. Nous avons rapporté dans TS les termes du débat ainsi ouvert avec d'autres courants. Depuis la constitution d'une liste commune est apparue possible.

Nous ne pouvons à l'heure où TS est imprimé en donner la configuration exacte, ni même dire si elle se fera, les contacts n'ayant pour l'instant pas abouti. Une telle liste ne

pourrait évidemment se constituer que sur certains thèmes communs (du type de ceux relevés par la plate-forme proposée par un groupe d'écologistes et publiée dans TS), chaque formation conservant par ailleurs son propre programme.

Des militants de l'opposition communiste et divers courants écologistes proches des Amis de la Terre ou de la Gueule Ouverte pourraient être concernés par une telle initiative. La Direction politique aurait évidemment à en décider. Dans le cas où une telle liste n'aboutirait pas (ce qui semble à l'heure actuelle le plus probable), le P.S.U. déposera sa propre liste qui utilisera alors les moyens de propagande légaux afin de faire connaître ses propositions le plus largement possible.

DERNIERE MINUTE

Au moment où nous bouclons, nous sommes informés que la tentative de constitution d'une liste regroupant plusieurs courants n'a pas abouti. Nous y reviendrons dans le prochain numéro de TS-Hebdo.

Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui connaisse un parti politique pauvre et qui s'en vante?

Connaissez-vous en France un parti politique qui soit pauvre et qui s'en vante ? Non, bien sûr. D'abord parce que nos grands partis politiques, ceux qui font la pluie et le beau temps, sont riches. Parfois très riches...

Ensuite parce que, généralement, quand on est pauvre, on ne le dit pas.

Eh bien, le P.S.U. n'a pas honte de dire qu'il est un petit parti, ni de dire qu'il est pauvre, lui.

D'ailleurs, la richesse ne se mesure pas seulement à ce qu'on possède sur son compte en banque. Il y a une richesse et richesse. Celle de l'argent et celle des idées. Des idées, il a déjà prouvé qu'il en a.

Mais il lui manque souvent les moyens de les faire connaître.

Le P.S.U. a décidé d'utiliser la campagne pour l'élection au suffrage universel des députés à l'Assemblée européenne.

Pour y défendre :

- le droit à l'emploi pour tous, au pays,
- la réduction généralisée du temps de travail,
- une autre croissance, une politique de l'énergie sans le nucléaire,

- le droit des minorités nationales,
- le droit des femmes au travail et à la maîtrise de leur corps.

Pour cela, il faut évidemment de l'argent, beaucoup d'argent. Pour :

- verser la caution (100 000 F avant le 24 mai prochain),
- s'exprimer à la télévision et sur les radios,
- obtenir les panneaux électoraux pour y afficher ses idées.

C'est pourquoi le P.S.U. se permet de vous solliciter. Merci.

Nom

Adresse

Verse en CCP en chèque bancaire

Somme francs
50, 100, 200 F... ce que vous pouvez.

A renvoyer au P.S.U., 9 rue Borromée, 75015 Paris.

COORDINATION ANTINUCLEAIRE : LA CAMPAGNE SE POURSUIT

La coordination nationale antinucléaire s'est réunie les 28 et 29 avril à Chalon-sur-Saône. Elle a décidé de maintenir les axes de campagne définis lors de la réunion nationale de Nantes. Il s'agira essentiellement :

De la mobilisation internationale de la Pentecôte à venir ; un appel commun a été mis au point à cet effet. De rechercher, partout où cela est possible, l'incidence réelle du nucléaire sur l'emploi.

De réclamer la levée de tous les secrets concernant l'industrie nucléaire.

De poursuivre la campagne contre le retraitement, le stockage et le transport des déchets.

D'engager ou de poursuivre avec les partis politiques, les syndicats et les associations, des discussions sur la revendication du moratoire. Une prochaine coordination nationale précisera les modalités de cette dernière campagne.

Dans un deuxième temps, la question d'un référendum national a été abordée. Les groupes présents ont considéré qu'une telle procédure ne pouvait en aucun cas se substituer à un véritable débat démocratique que nécessite une question d'une si vaste ampleur. En particulier, les conditions suivantes devraient être remplies :

Durée suffisamment longue de la discussion (plusieurs années).

Arrêt des commandes de centrales nucléaires.

Arrêt des travaux de construction des centrales PWR et Super Phénix.

Interdiction de la mise en service de toute nouvelle installation nucléaire.

Arrêt pour révision approfondie des dispositifs de sécurité des centrales actuellement en service.

Mise en place de recherches, d'implantation et de développement d'un programme énergétique alternatif.

NON A LA CENTRALE DE NOGENT-SUR-SEINE

● Samedi 2 juin, Nogent : fête sur le site de la future centrale, à partir de 16 h.

● Dimanche 3 juin : animations, débats, foire aux énergies nouvelles. Chanteurs, théâtre, mimes, etc... Hébergement (camping), possibilité de stands pour organisations. Prendre contact avec Francis Tabouret. Tél. (16-25) 42

Point de vue :

Deux écueils, une proposition

La division persistante de la gauche traditionnelle, ses répercussions sur les organisations syndicales, l'impossibilité actuelle d'une mobilisation durable des travailleurs contre les attaques incessantes du pouvoir et du patronat : autant de problèmes qui interrogent le P.S.U. dans son action et dans son devenir. Une constatation : le P.S.U. se cherche, il tente de définir sa place et la forme de son intervention dans un champ politique et social en recomposition. Tel est bien l'enjeu du prochain conseil national de novembre. Deux écueils sont alors à éviter :

1) continuer à fonctionner grosso-modo comme nous l'avons fait durant les dernières années, en attendant une mythique réconciliation à gauche ;

2) faire du P.S.U. l'équivalent français du Parti Radical italien : un pôle de convergence pour les luttes « nouvelles », en bradant notre acquis socialiste d'insertion dans la lutte des classes.

Une proposition : s'insérer résolument dans les formes nouvelles de lutte et de contestation, modifier notre conception des relations avec l'extérieur et du fonctionnement interne, tout en demeurant un pôle autogestionnaire prioritairement dirigé vers les exploités.

DEUX ECUEILS A EVITER

La « recomposition à gauche » dans le sens d'une cassure durable entre P.C. et P.S. semble avoir jeté le trouble chez ceux qui, à l'intérieur du P.S.U., étaient résolument accrochés à l'option d'une union de la gauche « new look » avec les communistes et les socialistes. Dans cette situation politique nouvelle, deux tentations doivent être combattues, qui mèneraient l'une et l'autre à une faillite pour le P.S.U.

La première consiste à adopter une position d'« unitaire attentiste ». Au bénéfice d'une replâtrage de façade, on se refuse en fait à prendre en compte le rejet actuel de la politique politique, la nécessité d'une

autre façon de faire et de concevoir la politique. On s'installe dans la division des tâches entre le haut (qui s'occupe de Politique avec un « P majuscule ») et le bas (sections et fédérations, qui militent et s'acquittent des tâches matérielles quotidiennes). On peut même, dans la période actuelle, se permettre de « gôchir » le langage : ça fait plaisir et, de plus, ça ne mange pas de pain ! Il s'agit en réalité de faire vivre le P.S.U. en « ramassant » quelques camarades déçus par les attitudes actuelles du P.C. et du P.S., en lançant à chaque moment des mots d'ordre « unitaires », dans l'espoir d'une unité future avec les grands partis de gauche.

Une deuxième attitude consisterait à s'investir en plein dans le champ politique ouvert par la multiplication, dans les dernières années, de formes et de pôles nouveaux de contestation : écologie et antinucléaire, lutte des femmes, minorités nationales, défense des libertés politiques et individuelles, consommation, etc... Cette attitude est tout à fait positive, à condition que l'on n'abandonne pas les acquis socialistes du P.S.U. Or, la tentation existe de faire du P.S.U. l'équivalent français du Parti Radical italien : un lieu de convergence des contestations nouvelles, sans référence réelle à la lutte des classes. De ce point de vue, l'écho qu'a eu, chez certains camarades, la proposition d'une liste européenne qui incluerait Françoise Giroud est assez inquiétant : il témoigne d'une tendance grandissante à s'adresser prioritairement aux divers mouvements de contestation — et particulièrement aux écologistes — en oubliant que notre combat se situe prioritairement du côté des exploités. Une alliance, même tactique et électorale, avec Françoise Giroud, nous aurait peut-être attiré quelques sympathies de la part de certains écologistes : elle nous aurait en tout cas coupé de la gauche syndicale et des travailleurs exploités qui demeurent notre principal point d'intervention, même si

cette intervention doit s'inscrire dans une pratique et une conception nouvelles de l'action politique.

UNE NOUVELLE PRATIQUE POLITIQUE EN DIRECTION DES CLASSES EXPLOITEES

De nombreux travailleurs qui avaient été touchés par la dynamique électorale du programme commun se rendent aujourd'hui à l'évidence : les partis de la gauche traditionnelle, avec leurs appareils hiérarchiques, leurs cadres bureaucratiques et leurs directions toutes puissantes, avec leur socialisme chewing-gum à plusieurs parfums pour mieux s'adapter aux différentes clientèles électorales, avec leurs projets productivistes, considèrent les exploités comme une masse de manœuvre pour leurs ambitions de pouvoir. De plus en plus nombreux, les travailleurs sont à la recherche d'une conception et d'une pratique nouvelles de la politique. Seul le projet autogestionnaire peut aujourd'hui répondre à cette attente. Au niveau des pratiques militantes et de l'apparition extérieure, le P.S.U. doit s'inscrire dans les formes de lutte nouvelles et subversives, comme la désobéissance civile. De même, le Conseil National de novembre devra rechercher à la fois les moyens d'un fonctionnement plus souple vis-à-vis de l'extérieur et plus autogestionnaire à l'intérieur (le bureau politique « maison de verre » et exécutif ; la participation réelle des fédérations à la direction du parti ; la représentation des minorités nationales). Cependant, l'ensemble de nos actions doit être mené en direction des classes exploitées et il ne saurait être question de galvauder les acquis socialistes du P.S.U. La multiplication des formes autogestionnaires et subversives d'action, telle que nous l'enseigne la pratique du Parti Radical italien, n'a de sens qu'en s'inscrivant clairement dans la lutte des classes.

J. KER

Une coordination internationale antinucléaire s'est tenue à Fribourg, en R.F.A., les 5 et 6 mai 1979. Les coordinations nationales présentes, venant de France, d'Allemagne fédérale, du Luxembourg, de Belgique, de Suisse et d'Espagne ont décidé d'appeler, pour le 3 juin, à des rassemblements exprimant le refus du nucléaire. En France, une manifestation est prévue à Cattenom, le 4 juin.

Des marches sont également envisagées, le 3 juin, sur les sites de Chinon, Chalon-sur-Saône, Braud-Saint-Louis, Plogoff, ainsi qu'un circuit partant de Lyon, passant par les sites de Cruas, Pierre-latte, Tricastin, et se terminant à Marseille par un rassemblement.

Enfin, une marche internationale reliera Lörrach, en Allemagne fédérale, à Fessenheim en passant par Bâle.

Paris 13^e: Un parc sans équipement

Dans un des quartiers les plus populaires du 13^e arrondissement de Paris, le parc Kellermann, à la Poterne des Peupliers, pourrait, avec ses 60.000 mètres carrés, être un lieu de rencontre et de détente. Mais il est mal entretenu, aucun équipement n'est prévu pour les jeux des enfants, et les personnes âgées regrettent de ne pas y trouver des tables et des chaises pour la belotte ou les dominos !

Samedi après-midi, 19 mai, les habitants du quartier, à l'appel du Syndicat du Cadre de Vie du 13^e, ont « occupé » paifiquement le jardin, pour attirer l'attention des pouvoirs publics. Seules en effet, des promesses vagues ont répondu aux démarches et aux pétitions entreprises depuis un an.

Un joyeux cortège a défilé dans les allées au milieu d'une foule d'enfants pour déposer une quinzaine de pancartes qui indiquaient les endroits où les usagers souhaitent des équipements : ici un toboggan, là un jeu de boules, plus loin une piste de patins à roulettes et des tables pour les jeux de société.

Les dessins des gosses sur le jardin qu'ils voudraient pour jouer et les souhaits des adultes sur l'aménagement du quartier étaient recueillis dans une grande enveloppe à Jacques Chirac, maire de Paris. Une délégation de la C.S.C.V. 13^e la remettra le 7 juin à l'Hôtel de Ville.

« La rénovation ne nous apporte que tours, béton, parkings et centres commerciaux ; elle renforce les séparations entre les habitants, par âge, par race, par classe sociale... Elle a été conduite par les promoteurs privés dans le souci du profit maximum et la Ville les encourage au lieu de défendre l'intérêt public et de répondre aux besoins des habitants » a expliqué l'un des responsables du Syndicat avant d'inviter tous les manifestants à un gigantesque goûter sur l'herbe, d'habitude « interdite », sous l'œil amusé et complice des gardiens. Pour une fois le parc était à tout le monde. Pourquoi pas les autres jours ?

Le P.S. normalise

Le sectarisme de la gauche (PC PS) avait conduit en 1977, le courant autogestionnaire de Dôle (Jura) à présenter une liste aux élections municipales qui obtenait 6,7 % des voix. La fusion des listes permettait au second tour à la gauche de l'emporter.

Cependant le maire PS vient de retirer à Georges Content, conseiller municipal autogestionnaire, sa délégation aux transports. Le PS prend prétexte de la désapprobation du budget communal par les élus autogestionnaires, budget qu'il a préparé seul, dans le dos

des conseillers qui ne sont pas PS.

Après le coup de Masy (Essonne), où Gildas Le Roux, adjoint au maire PSU, s'est vu retirer sa délégation à l'urbanisme par le maire PS, après le comportement des socialistes de St Lô (Manche), qui ont préféré un conseiller régional de droite plutôt qu'un PSU, il convient de réagir : une pétition est disponible auprès d'Hubert Guyet, 28 rue de Besançon, 39100 Dôle.

Louis JOUVE, délégué national PSU aux élus municipaux

Les travaux de la rencontre sur le nucléaire des 12 et 13 mai, organisée par la Convergence pour l'autogestion ont été particulièrement riches.

Faute de place, nous en rendrons partiellement compte dans un prochain numéro.

UN JUMELAGE POUR LE LARZAC

Les municipalités vont-elles voler au secours des paysans du Larzac ? Une nouvelle étape a peut-être été franchie dans la lutte le 1^{er} mai puisque ce jour a été marqué par le jumelage officiel de solidarité entre la ville de Roanne et la ferme de Jasse-Nove, menacée par l'extension du camp. Et si d'autres municipalités décidaient, à leur tour, de prendre la même décision ?

Nucléaire : Au mépris de la justice

Le tribunal administratif d'Orléans a ordonné le 13 avril dernier, suite à l'action juridique menée par l'association du Val-de-Loire pour la défense de la qualité de la vie, le sursis à exécution des travaux de construction de la centrale de Belleville-sur-Loire.

Or, nous apprenons que le Conseil d'Etat a jugé opportun, le 10 mai 1979, de suspendre les effets du sursis à exécution.

Cela veut dire en clair que la décision du Conseil d'Etat permet aux travaux d'aménagement du terrain et à la construction de la centrale, de se poursuivre.

Bien sûr, on ergote sur le fait de savoir si les travaux

en cours relèvent ou ne relèvent pas du permis de construire. Par ailleurs, Le Conseil d'Etat n'a pas statué sur l'appel formulé par le Ministère de l'environnement et du cadre de vie.

Une preuve de plus, s'il en était besoin, que la justice n'existe plus en ce pays et que les décisions sont prises par le pouvoir politique au mépris de l'opinion des citoyens, des élus et des instances judiciaires.

Il serait grand temps que cela change. A chacun de nous de le vouloir.

R. PICO, Secrétaire départemental de la Fédération PSU Nièvre

LAISSEZ-NOUS VIVRE! Des femmes parlent

Des féministes d'Histoire d'Elles, de la Revue d'en Face, Questions Féministes, Maintenant, Elles voient Rouge, du M.F.P.F., du M.L.A.C. Paris, des groupes femmes et des « hors groupes » appelaient samedi 12 à une AG de préparation en vue d'une manifestation de femmes à propos des européennes. Alors que déjà « un des premiers thèmes de la campagne électorale a été le problème de l'avortement » (via Simone Veil, Debré et les évêques), elles n'admettent pas « que l'Europe se fasse sur notre corps et notre liberté ».

Cette AG a choisi de centrer cette manifestation du mouvement des femmes sur la bataille pour l'avortement libre et gratuit dans tous les pays d'Europe. Il s'agirait d'articuler le thème de l'avortement à celui du renvoi aux casseroles (emploi), à la lutte pour les libertés dont celle à disposer de son corps...

Deux positions étaient en présence : les femmes de la L.C.R. se battant pour une manifestation mixte intégrant les comités unitaires, les organisations syndicales et politiques, les asso-

ciations. Cependant que la majorité des présentes défendaient la nécessité d'une apparition autonome du mouvement des femmes dans le cadre de ces élections européennes. Et ceci sans rejeter la responsabilité d'une autre manifestation, à un autre moment, et à l'initiative cette fois-là des comités unitaires qui se battent pour l'avortement. Nous sommes également intervenus dans ce sens car nous pensons qu'il est effectivement important que le mouvement des femmes rappelle par des manifestations auto-

mes sa volonté de ne pas perdre la direction des luttes de femmes.

Après un débat fort animé comme d'habitude, c'est cette dernière proposition qui a été adoptée.

La manif aura lieu probablement le jeudi 7 juin (la veille du scrutin), le lieu de rendez-vous serait la place de l'Europe près de Saint-Lazare. Pour confirmation téléphonez aux réponduses qui diffusent quotidiennement des informations du mouvement au 539.80.30.

D.L.

CGT : Un Congrès critique en Gironde



« Le changement aujourd'hui ne se situe pas dans l'attente des prochaines échéances électorales, dont elles sont cependant un élément décisif, mais dans notre aptitude quotidienne à élever la lutte des classes tous azimuts par la lutte et les luttes concrètes sur le terrain dans toutes les revendications et aspirations qui montent des usines, des chantiers, des bureaux, en fait, en faisant aussi toujours mieux, notre travail de syndicalistes que nous sommes et devons rester ».

Voilà, résumée, une des orientations essentielles que s'est donnée l'U.D. - C.G.T. de la Gironde, lors de son 47^e Congrès, réuni au campus de Bordeaux, les 3, 4 et 5 mai derniers.

Nous avons donc entendu une autocritique de la ligne suivie par la C.G.T. depuis la signature du Programme commun, une autocritique du suivisme de la C.G.T. par rapport au Pro-

gramme commun, quitte pour la C.G.T. à mettre en sourdine son propre programme. C'est un véritable renversement stratégique qui paraît s'opérer dans la 1^{re} centrale syndicale française : « Pour aller au changement, il nous faut maintenant arracher le plus de changements, et non, comme nous le prônions jusqu'ici, le changement, pour obtenir le plus de changements ».

Mais ce changement d'attitude à la C.G.T. (que l'on peut, dans une certaine mesure, rapprocher de la nouvelle stratégie de la C.F.D.T., sans toutefois être naïfs sur les arrières pensées différentes qui se cachent derrière le même discours dans chacune des deux confédérations) ne semble pas faire l'unanimité chez les congressistes de la Gironde : on ressent, en effet, au fil des interventions des délégués, une sensibilité différente, pour ne pas dire opposée à celle

d'« ouverture » décrite plus haut ; un courant sectaire, de « fermeture », partisan d'aligner les positions de la C.G.T., sur celles du P.C.F., paraît se dessiner parmi certains militants. Témoignage l'argumentation suivante d'un délégué, dont je schématise à peine l'articulation :

« Le mouvement ouvrier est actuellement traversé par un débat sans précédent ; le pouvoir et le patronat entretiennent dans la classe ouvrière un courant de collaboration de classe (F.O. et... la C.F.D.T. !) ; il faut donc renforcer le seul syndicat de classe et de masse : la C.G.T. ». (C.O.F.D.).

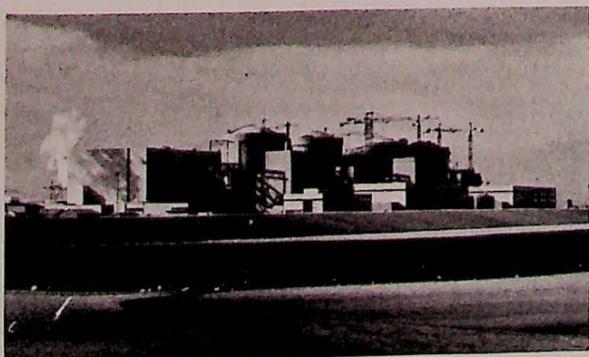
Il semble enfin que la ligne actuelle de recentrage de la C.F.D.T. puisse servir, à l'intérieur de la C.G.T., à conforter la position des durs et donc à mettre des bâtons dans les roues des partisans de l'ouverture.

Voilà, très résumées, les deux lignes qui ont paru émerger du Congrès.

Il faut cependant émettre quelques réserves, quant à l'orientation d'« ouverture » : il est certain, comme le soulignait Gérard Barbet dans son intervention au Congrès, au nom de l'U.D. C.F. D.T., que « si au niveau de nos 2 U.D., nos relations sont pour l'essentiel positives, elles le sont beaucoup moins suivant les implantations réciproques ».

Prudence donc, mais intérêt certain, d'autant plus lorsque l'on a encore en mémoire toutes ces interventions de délégués, sur la situation catastrophique de tant d'entreprises en Gironde, que ce soit sur le plan de l'emploi ou sur celui des conditions de travail. Intérêt certain, enfin, à prendre en considération l'aspiration unitaire se dégageant des interventions de délégués, qui ne voient de véritable solution à leurs problèmes que dans l'unité syndicale.

Fédération de la Gironde du P.S.U



CALENDRIER POLITIQUE

STAGES D'ETE AUX GUIONS (HAUTES-ALPES)



Deux stages d'une semaine chacun

1 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août. Thème proposé : « Autogestion et pouvoir ».
 2 - Du dimanche 26 août au samedi 1^{er} septembre. Thème proposé : « Champ social et champ politique ».
 3 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août. stage animé par le secteur Femmes : Différence sexuelle et rapports sociaux.
 Chaque stage pourra s'organiser en plusieurs groupes, les documents seront envoyés aux camarades inscrits avant le stage. Une plaquette plus détaillée est en préparation. Inscrivez-vous en remplissant le bulletin ci-dessous sans oublier :
 — de joindre 50 francs pour les frais d'inscription,
 — de faire approuver vos candidatures par la fédération.
 Les frais de stage sont à estimer à environ 400 francs. Pour chaque stage, en vous inscrivant, vous recevrez tous les renseignements pratiques. N'hésitez pas à venir en famille.

Bulletin d'inscription (à retourner à P.S.U. - Stages d'été - 9 rue Borromée, 75015 Paris).

Nom Prénom

Adresse

Profession Année de naissance

Date d'adhésion au PSU Responsabilité

Syndicat Accord de la fédération

Hébergement : vient seul - oui - non - (cocher)

Sinon, combien de personnes en plus :
 adultes :
 enfants :
 Stage choisi : 1 - 2 - 3 (cocher)

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION PSU

36 pages, 5 F (4 F pour les sections)

EST PARU DEPUIS LE 10 MAI

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont pas passé commande doivent le faire de toute urgence.

Sommaire

Dossier : l'Europe (suite)

Socialistes : questions à tous les courants du P.S.

Communistes : le regel.

Enseignement : les jeunes sur le pavé.

Idées : qu'est-ce que la social-démocratie.

« T.S. » MENSUEL
 BULLETIN DE COMMANDE
 N° DE MAI

Nom : Prénom :

Section :

Adresse : Code postal :

Ville :

Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
 (1) Cocher la case correspondante.

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
 Secrétariat de rédaction : Pierre Estournel
 Secrétariat-Documentation : Marie-Françoise Chailleux
 Maquette et collaboration technique : Max Pagis
 Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
 Directeur de la publication : Victor Leduc
 Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
 Numéro de la commission paritaire : 37 392
 Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
 Changement d'adresse :
 Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

FESTIVAL DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

● 12 mai au 3 juin : Le 4^e festival des travailleurs immigrés qu'organise cette année la Maison des travailleurs immigrés aura une dimension internationale. Son gala de clôture aura lieu le 3 juin à Strasbourg. Ce festival veut avant tout « attirer l'attention sur l'insécurité dans laquelle vivent les travailleurs immigrés ». Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la M.T.I., 46, rue de Montreuil, 75011 Paris, tél. 372.75.85. Permanences du lundi au vendredi de 14 h 30 à 18 h 30.

DEBAT AVEC LA CSCV A LA ROCHELLE

● Samedi 26 mai (La Rochelle) : Le samedi 26 mai à la salle de l'oratoire à La Rochelle, de 16 h à 22 h, la section locale de la C.S.C.V. organise des débats sur les thèmes de la santé, de la consommation, de l'environnement et de l'urbanisme. Sont prévus : des films, des stands de bouffe. Un membre du bureau national de la C.S.C.V. sera présent.

VANVES : QUELLE EUROPE ?

● Samedi 30 mai (Vanves) : C'est le thème de la réunion publique organisée par la section P.S.U. d'Issy-Vanves le mercredi 30 mai à 20 h 30 à l'école du centre, 32, rue Antoine-Fratucci à Vanves. B. Ravenel, secrétaire national du P.S.U. sera là. Pour de plus amples renseignements sur les thèmes abordés, contacter J.-M. Thevenet, 78, av. Victor-Crenon, Issy les Moulineaux.

FORUM POUR L'AUTOGESTION

● Samedi 26 mai (Déols, Indre) : Ce forum est organisé par la section P.S.U. Indre, de 15 h à 24 h, salle Régina, route d'Issoudun à Déols. On pourra discuter des problèmes de l'Indre avec, entre autres, René Dumont et Huguette Bouchardeau.

REUNION-DEBAT

● Mercredi 30 mai (Paris 13^e) : Une réunion-débat aura lieu le mercredi 30 mai à 20 h 30 au 21, rue des Malmaisons, dans le 13^e, métro Maison Blanche, avec la participation d'Huguette Bouchardeau.

CONTINUONS A AIDER TS-MENSUEL

Vous êtes nombreux à nous avoir envoyé des adresses de personnes ou groupes susceptibles de s'abonner au T.S. mensuel. Nous vous en remercions, ce sont vraiment des adresses intéressantes. Alors, vite, ceux qui n'ont encore rien envoyé, dépêchez-vous ! Si vous désirez voir vos adresses bénéficier d'une proposition d'abonnement à 45 F, il ne vous reste plus que quelques jours. Merci pour eux.

La Trésorerie de T.S. ■

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
 Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
 à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
 Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.
 (1) Cocher la case correspondante.

RENNES : INFORMATION ET FORMATION

● Jeudi 31 mai (Rennes) : Le C.R.I.F.A.S. (Centre rennais d'information et de formation pour l'autogestion socialiste) tiendra une assemblée générale le jeudi 31 mai à 20 h 30 à la maison du Champ de Mars à Rennes. Ordre du jour : Bilan de l'année, propositions et élargissement.

DEBAT SUR L'HABITAT AUTOGERE

● Mardi 5 juin (Paris 6^e) : Le mouvement de l'habitat groupé autogéré organise le 5 juin à 12 h 30 au théâtre du Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e, une rencontre qui aura pour thème : rénovation d'un îlot urbain par un groupe d'habitat autogéré. Jean-Claude Prinz animera le débat. Une participation aux frais de 10 F sera demandée à l'entrée.

L'ARME DU BLE

● Jeudi 7 juin (Paris 15^e) : Le secteur agricole de la région parisienne du parti organise au 9, rue Borromée à 19 h 30 le 7 juin une projection du film « L'arme du blé ». Ce film couleur de 56 minutes analyse les tenants et aboutissants du commerce international des céréales et montre les chantages auxquels il peut donner lieu sur les pays du Tiers monde. Cette projection précédera un débat sur les mécanismes de domination agro-alimentaires sur les pays en voie de développement et pourra donner lieu à des propositions pour des échanges plus équitables avec ces pays.

COMMISSION IMMIGRES

● Vendredi 8 juin (Paris 15^e) : Une réunion de la commission Immigrés de la région parisienne aura lieu le vendredi 8 juin à 19 h 30 au 9, rue Borromée, 75015 Paris.

RENVOYEURS DE PAPIERS MILITAIRES EN PROCES

● 8 juin (Paris 4^e) : 4 renvoyeurs de papiers militaires qui avaient agi en soutien à la lutte du Larzac vont passer en jugement le 8 juin à Paris. Trois d'entre eux étant originaires de Vendée ou de la Touraine.

un comité de soutien s'est créé là-bas ; il espère que le tribunal se déclarera incompétent et appelle à écrire au Président pour protester contre le fait que le jugement ait lieu à Paris. On peut donc écrire au Président du tribunal, chambre n° 17, audience du 8 juin 79 à 13 h 30, Palais de Justice, boulevard du Palais, 75004 Paris. De préférence, envoyer un double de la lettre au comité de soutien, chez Lydie Langlais, Sauleux, St-Ouen-les-Vignes, 37400 Amboise, tél. (47) 52.18.62.

CONCERT « MAMA » BEA TEKIELSKI

● Samedi 9 juin (Pinon, Aisne) : L'association « Serpenteaire » organise le samedi 9 juin à 21 h à la salle des fêtes de Pinon (Aisne), près d'Anizy-le-Château, un concert de « Mama » Bea Tekielski.

SPECTACLES DE FEMMES

● 9 au 15 juin (Paris 4^e) : Le journal « Histoires d'Elles » organisera pendant la semaine du 9 au 15 juin à Paris, dans le quartier des Halles et du Marais, des animations et des spectacles de femmes. Sont prévus : Musiques, films, chansons, théâtre, expositions, ateliers, etc. Pour en savoir plus : Histoires d'Elles, 7, rue Mayet, 75006 Paris. Permanence téléphonique le mardi de 16 h à 19 h, 566.79.16.

COMMISSION HOMOSEXUELLE

● Samedi 16 juin (Paris 15^e) : La commission homosexuelle se réunira le samedi 16 juin à 14 h, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

RADIO CLEMENTINE MENACEE

● Née le 19 février, Radio Clémentine, soutenue par un important collectif d'associations, d'organisations et d'inorganisés, est déjà menacée par la Police qui mène une enquête sur la première émission. Des élus de Sartrouville, Houilles, Carrières-sur-Seine, des militants du P.S., du P.S.U., de la L.C.R., du C.L.A.S., des syndicalistes, des consommateurs de l'U.L.C. Que Choisir ont déjà adhéré à l'association des amis de la radio, association type 1901. Son siège social est à la mairie, 78500 Sartrouville. Adhésions : 10 F au moins par individu, 50 F au moins par association, à l'ordre de Guylène Mouquet. Radio Clémentine émet sur modulation de fréquence, entre 95 et 100 MHz, un lundi sur deux, de 20 h à 22 h. Prochaine émission le 4 juin.

GERMINAL

● Le numéro 16 de Germinale, revue de la commission nationale agricole du P.S.U., est paru. Au sommaire : L'Europe ; 5 propositions pour la campagne européenne, un bilan de la politique agricole commune. Dossier : Qui contrôle l'espace rural ? Armée et espace rural, une affaire foncière dans le Tarn, le canal à grand gabarit Rhin-Rhône, un projet inutile et dangereux. Des

nouvelles. Pour toute commande groupée des sections et fédérations, 2 F pièce. Germinale, 27, bd de la Motte, 21800 Quetigny.

FEDERATION DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

● Tous les mercredis (Paris 14^e) : Une permanence est régulièrement assurée au 31, rue Decrès, Paris 14^e, tous les mercredis de 9 h 30 à 11 h 30, tél. 545.31.51.

LES 35 HEURES ? POURQUOI

● Cette brochure du secteur entreprise de Rouen est maintenant épuisée. Ceux qui désiraient s'en procurer doivent en passer commande rapidement afin d'en refaire un tirage. Fédération de Haute Normandie, secteur entreprise, 43, avenue Pasteur, 76000 Rouen. Prix : 2 F, plus le port : 5 ex. : 3,50 F, 10 ex. : 5 F, 20 ex. : 7,20 F. Chèques à l'ordre de Fulchiron.

A VOS DIAPOS

● Le parti va réaliser un montage diapos sur l'énergie : Nucléaire, gaspillages d'énergie, énergies nouvelles, économies d'énergies, etc. Envoyez vos diapos à la commission « montage diapos », 9, rue Borromée, 75015 Paris, qui les reproduira et vous les retournera.

PSYCHIATRISES EN LUTTE

● Dans le cadre de la mobilisation contre la proposition de loi du Sénateur Caillavet, le Groupe Information asiles (G.I.A.), réunissant des internes, ex-internes, des soignants et d'autres salariés et étudiants non psychiatrisés, vient de publier un numéro spécial de son journal, « Psychiatrisés en lutte », sur les internements en France, sur le projet de réforme proposé par le Sénateur Caillavet, sur les modalités d'internements, etc. Ce numéro est disponible au journal, B.P. 447-04, 75161 Paris Cedex 04, contre 5 F, en timbres, chèques, mandats, etc.

ALERTE GENERALE

● C'est le titre d'un journal mural réalisé par différentes organisations de Seine-et-Marne et dont le but est de « répondre et alimenter le débat lié à l'événement de Three Mile Island ». En effet, la Seine-et-Marne est concernée, comme d'ailleurs toute la région parisienne, par la future présence de la centrale de Nogent. On peut se procurer ce journal à l'union départementale C.F. D.T., rue Pajol à Melun, ou à la librairie « La Porte Ouverte », 19, rue du Général-de-Gaulle, 77000 Melun.

AFFICHES P.S.U.

● La coopérative « Pour le cas ou... » invite les groupes P.S.U. à lui adresser avant la fin de mai des affiches locales sur les luttes urbaines et écologiques en vue d'une exposition à Epinal. Ecrire à Pierre Plumerey, Hadigny-les-Verrières, 88330 Chatel-sur-Moselle.

OFFRE D'EMPLOI

Un poste de secrétaire-dactylo, à plein temps, est à pourvoir. Une connaissance de la presse est souhaitée. Ecrire à la rédaction qui transmettra, 9, rue Borromée, 75015 Paris. C'est urgent. NE PAS TELEPHONER. ■